

## Castaner, premier pyromane de France

PAR ELLEN SALVI  
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 3 MAI 2019



Emmanuel Macron et Christophe Castaner, le 20 février. © Reuters

Le ministre de l'intérieur s'est tristement illustré en inventant une « *attaque* » à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, avant d'esquisser un semblant de *mea culpa*. Depuis son entrée place Beauvau, ce grand amateur de com' surjoue l'autorité pour endosser un costume qui lui sied définitivement très mal.

Christophe Castaner aime beaucoup Twitter. Et Christophe Castaner aime beaucoup communiquer. Assez logiquement, Christophe Castaner aime beaucoup communiquer sur Twitter mais, soyons honnêtes, cela ne lui réussit pas. Dans la soirée du 1<sup>er</sup> mai, le ministre de l'intérieur, en dixième position dans l'ordre protocolaire **depuis le remaniement d'octobre 2018**, s'est une nouvelle fois précipité sur le réseau social pour pousser un tweet d'indignation : « *Ici, à la Pitié-Salpêtrière, on a attaqué un hôpital. On a agressé son personnel soignant* », a-t-il écrit, photos de poignées de main viriles à l'appui. Et puis, et puis... et puis, sont arrivés les premiers témoignages des manifestants, suivis de ceux du personnel soignant de l'hôpital parisien.

De nombreuses vidéos ont circulé, toutes les gardes à vue ont été levées et l'histoire racontée par Christophe Castaner a rapidement été démontée. Mais le locataire de la place Beauvau, lui, escomptait bien ne pas subir le même sort que sa fable. Alors il a persisté, entraînant dans son sillage une bonne partie du gouvernement et de la majorité, qui ont tous volé à son secours en s'émouvant d'une intrusion « *inqualifiable* » (la ministre de la santé Agnès Buzyn) et « *violente* » (le ministre de la transition écologique et solidaire

François de Rugy). « *Vouloir s'introduire dans un hôpital de cette façon n'est pas excusable* », a même tranché le premier ministre Édouard Philippe, au lendemain de la manifestation.



Emmanuel Macron et Christophe Castaner, le 20 février. © Reuters

Voilà pour la version officielle. Version qui aurait pu être tranquillement déroulée si cette fâcheuse « *presse qui ne cherche plus la vérité* », comme le dit Emmanuel Macron, n'avait pas fini par dénicher le grossier mensonge du pouvoir. Or comme l'ont prouvé toutes les enquêtes – **dont celle de Mediapart** – réalisées depuis vingt-quatre heures, les manifestants qui ont « *attaqué* » la Pitié-Salpêtrière et « *agressé* » son personnel soignant n'ont en réalité rien fait d'autre que de se réfugier au pied des immeubles de l'établissement pour échapper aux lacrymogènes et aux charges policières. Avec l'autorisation de sa directrice, de surcroît.

Aucun d'entre eux n'a été menaçant et aucun d'entre eux n'a dégradé les locaux, ce qui, dès lors, ne collait plus vraiment avec la toute première réaction de Christophe Castaner. Placé devant le fait accompli, le ministre de l'intérieur a esquissé, vendredi matin, le quart de la moitié du commencement d'un *mea culpa*, en prenant soin, sens des responsabilités oblige, de se retrancher derrière la directrice de l'hôpital. « *"Intrusion violente", ce sont les mots de la directrice de l'hôpital, "attaque" est celui qui m'est venu le soir après avoir parlé avec le personnel. J'entends le reproche qu'on me fait. Je n'aurais pas dû employer le mot "attaque". Accepter de revenir sur ses mots, ça ne me pose aucun problème* », a-t-il déclaré à la presse, lors d'un déplacement à Toulon (Var), dénonçant « *une polémique absurde* ».

Puisqu'il est question d'absurdité, autant le dire tout de suite : cette nouvelle déclaration du locataire de Beauvau atteint des sommets en la matière. Car non seulement l'expression « *intrusion violente* » n'est pas plus adaptée à ce qu'il s'est réellement passé à la Pitié, mais l'idée que des mots puissent « *venir* » comme ça à l'esprit de Christophe Castaner est assez affligeante. Les mots ont un sens et il serait de bon ton que le ministre de l'intérieur s'en souvienne, lui qui, depuis le début **du mouvement des gilets jaunes**, qualifie les manifestants de « *séditieux* » et de « *factieux* », pour tenter de délégitimer les colères sociales.

Comment prendre au sérieux le même homme lorsqu'il explique, quelques mois plus tard, que le mouvement s'est « *radicalisé* », et qu'il est désormais composé essentiellement d'« *ultrajaunes* »? À l'entendre, les « *séditieux* » sont dans la rue depuis novembre 2018. Et les scénarios catastrophes qu'il met en avant justifient à eux seuls la répression policière qui accompagne les manifestations. « *Sans l'intervention des forces de l'ordre, une catastrophe – je reprends les mots de Martin Hirsch, directeur de l'AP-HP – aurait pu se produire* », a-t-il encore affirmé au sujet de la fausse « *attaque* » de la Pitié-Salpêtrière, usant du conditionnel passé comme personne.

Alors voilà où nous en sommes : le ministre de l'intérieur dit n'importe quoi, il finit par le reconnaître à mi-mot, expliquant que tout cela n'est pas si grave au regard de ce qui aurait pu se passer si Paris avait été mis en bouteille. Le premier ministre lui réaffirme tout de même sa confiance et tout le monde passe à autre chose. Après tout, avant l'épisode de la Pitié-Salpêtrière, il y avait eu celui d'**Alexandre Benalla** « *chargé des valises* », **celui des ONG** « *complices* » **des passeurs** ou encore celui de l'explication de l'usage des LBD à des écoliers **dans l'émission « Au tableau ! »**.

Entre deux sorties du genre, Christophe Castaner continue de surjouer l'autorité pour tenter d'endosser un costume qui lui sied définitivement très mal et à poster sur Twitter des mises en scène de lui-même, **tantôt en sweat-shirt à capuche avec les policiers de Seine-Saint-Denis, tantôt prostré au milieu des ruines de Notre-Dame de Paris**. De la communication, peu de remise en question. Et des amis macronistes qui ont fini par se faire une raison : « *Oui, bon, c'est Casta...* », nous répondent-ils en souriant à chaque fois que nous abordons le sujet. Oui, bon, c'est peut-être « *Casta* », mais c'est surtout le ministre de l'intérieur à la tête d'un maintien de l'ordre **devenu répression**. Ce qui, à dire vrai, ne prête pas franchement à sourire.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.